

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la 10^e conférence annuelle de
l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des
provinces canadiennes (SEUS–CP)**

Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

**Toronto, Ontario, Canada
Du 4 au 6 juin 2017**

Rapport

MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ET PERSONNEL

Du 4 au 6 juin 2017, M. Phil McColeman, député, vice-président de la Section canadienne du Groupe interparlementaire (GIP) Canada-États-Unis, a dirigé une délégation qui s'est rendue à la 10^e conférence annuelle de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (SEUS-CP) à Toronto en Ontario. Les autres membres de la délégation étaient l'honorable Andrew Leslie, C.P., député, et les sénateurs Jim Munson et Bob Runciman. M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne, a accompagné la délégation.

LA CONFÉRENCE

L'Alliance SEUS-CP est un partenariat axé sur le commerce et l'investissement entre six États du Sud-Est des États-Unis (Alabama, Géorgie, Mississippi, Caroline du Nord, Caroline du Sud et Tennessee) et six provinces canadiennes (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Ontario, Île-du-Prince-Édouard et Québec). Créée en 2007, elle sert de forum visant à promouvoir l'intérêt de tous ses membres envers la consolidation des liens économiques entre les deux régions.

Les délégations, parfois dirigées par les gouverneurs des États et les premiers ministres provinciaux, comprennent des dirigeants du secteur industriel et des affaires. À la 10^e conférence annuelle, les délégations des États et des provinces étaient dirigées par les personnes suivantes :

- Alabama : Greg Canfield, département du Commerce de l'Alabama;
- Géorgie : Christopher Carr, Bureau du procureur général de la Géorgie;
- Mississippi : Glenn McCullough, autorité de développement du Mississippi;
- Nouveau-Brunswick : Brian Gallant, premier ministre du Nouveau-Brunswick;
- Terre-Neuve-et-Labrador : Christopher Mitchelmore, ministre du Tourisme, de la Culture, de l'Industrie et de l'Innovation; et Ministre responsable de la Société de recherche et de développement, province de Terre-Neuve-et-Labrador;
- Caroline du Nord : Will Miller, département du Commerce de la Caroline du Nord;
- Nouvelle-Écosse : Laurel Broten, Nova Scotia Business Inc.;
- Ontario : Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario;
- Île-du-Prince-Édouard : Heath MacDonald, ministre du Développement économique et du Tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard;
- Québec : Philippe Couillard, premier ministre du Québec;

- Caroline du Sud : David Wilkins, Nelson Mullins Riley & Scarborough s.r.l.;
- Tennessee : Bob Rolfe, département du développement communautaire et économique du Tennessee.

La 11^e conférence annuelle de l'Alliance SEUS–CP aura lieu en juin 2018 à Mobile en Alabama.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION À LA CONFÉRENCE

Les membres de la Section canadienne du GIP participaient à la conférence annuelle de l'Alliance SEUS–CP pour la huitième fois. D'une certaine façon, l'Alliance SEUS-CP est le pendant du Pacific NorthWest Economic Region et du Conseil de la région des Grands Lacs pour les régions de l'Est des deux pays, à cette différence près que les gouverneurs américains et les premiers ministres des provinces canadiennes y participent, et qu'il y a une participation importante du secteur privé.

En plus de participer à la conférence, les délégués du GIP avaient des rencontres privées officieuses avec les leaders suivants des délégations des États américains : Christopher Carr, de la Géorgie, Greg Canfield, de l'Alabama, Bob Rolfe, du Tennessee, et David Wilkins, de la Caroline du Sud. Les délégués ont aussi rencontré John Loyack du Partenariat pour le développement économique de la Caroline du Nord, qui était membre de la délégation de la Caroline du Nord.

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

La 10^e conférence annuelle de l'Alliance SEUS–CP a donné lieu à des réunions de jumelage d'entreprises ainsi qu'à des discussions simultanées et en séance plénière sur les sujets suivants :

- Allocution d'ouverture;
- Relations Canada-États-Unis;
- Compte rendu économique des États et des provinces membres de l'Alliance SEUS–CP;
- Échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, tendances et possibilités;
- Bilan de la décennie — conversation informelle avec les fondateurs de SEUS–CP;
- Relations commerciales bilatérales entre le Canada et les États-Unis : Vers quoi nous dirigeons-nous?;
- La transformation numérique : à quelle vitesse elle arrive et comment y réagir?;
- Comprendre le nouvel ALENA;

- Favoriser la création d'un écosystème d'affaires entre le Canada et les États-Unis et de possibilités de recherche conjointe.

Le présent rapport résume les présentations, les discussions en séance plénière et certaines discussions simultanées.

ALLOCUTION D'OUVERTURE

Kathleen Wynne, *première ministre de l'Ontario*

- Le Canada et les États-Unis, dont les relations sont intégrées et interdépendantes, sont des nations commerçantes bien au fait de tout ce que les échanges et les marchés ouverts peuvent leur apporter.
- En raison du protectionnisme, le Canada et les États-Unis sont aujourd'hui à « une croisée des chemins » qui mettent leurs relations à l'épreuve; il faut tenir tête aux politiques de protectionnisme parce qu'elles causent des préjudices aux particuliers et aux entreprises.
- Les accords commerciaux ne sont pas conclus pour « nuire aux bons emplois »; le libre-échange est pratiqué dans l'intérêt supérieur de tous, et il faut saisir les occasions malgré les difficultés inévitables.
- Le libre-échange et les frontières ouvertes sont essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois.
- L'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) est « excellent », mais il n'est pas parfait; le Canada, les États-Unis et le Mexique pourraient tirer profit d'un accord actualisé.
- Un ALENA modernisé devrait traiter des questions suivantes : les dispositions de la politique d'achat aux États-Unis, la coopération en matière de réglementation, le commerce électronique, le travail, l'environnement et la mobilité des travailleurs.

RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS

Louise Blais, *Affaires mondiales Canada*

- Le Canada et les États-Unis entretiennent des relations solides de longue date; à ce stade, la grande question est de savoir comment faire passer ces relations « au niveau supérieur ».
- Le Canada et les États-Unis se tiennent pour acquis depuis trop longtemps, mais « l'avenir appartient » aux deux pays.

Elizabeth Moore Aubin, *département d'État américain*

- Les relations entre le Canada et les États-Unis ne se comparent à aucune autre relation bilatérale dans le monde; les deux pays doivent continuer à construire leur partenariat et à s'appuyer sur le fait que cette collaboration les rend plus forts.
- Le Canada et les États-Unis forment le partenariat économique le plus complet au monde; ils font du commerce, investissent, conçoivent, innovent et bâtissent ensemble.
- La valeur des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis en biens et en services est évaluée à plus de 1 million de dollars la minute, et ce, pour toutes les minutes que compte chaque journée.
- Quelque 2,4 millions d'emplois canadiens et environ 9 millions d'emplois américains dépendent des relations commerciales bilatérales.
- Le Canada est le principal marché étranger d'exportation pour 35 États américains.
- Les liens entre le Canada et les États-Unis sont noués à tous les niveaux : administrations fédérales, étatiques et provinciales, entreprises, familles et amis.
- La frontière commune entre le Canada et les États-Unis doit être sécuritaire et efficace.
- M. John Kelly, secrétaire américain à la Sécurité intérieure, a affirmé que le maintien de formalités « simples » à la frontière commune est dans l'intérêt fondamental du Canada et des États-Unis; il faut avoir pour objectif de continuer à appliquer des contrôles frontaliers rapides et sécuritaires, et les programmes pour les négociants dignes de confiance et les voyageurs sans risque ainsi que les initiatives de prédédouanement nous aideront à l'atteindre.
- Le Canada et les États-Unis travaillent ensemble sur le « territoire nord-américain » et dans le monde; par exemple, du point de vue de la défense, les deux pays coopèrent en Iraq, en Syrie, en Ukraine, en Afghanistan et pour le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord.
- Grâce aux travaux du Conseil de coopération en matière de réglementation, de petits changements peuvent avoir des incidences importantes; les chevauchements entraînent des coûts plus élevés et des retards.
- Les États-Unis, le Canada et le Mexique ont indiqué qu'ils renégocieraient l'ALENA rapidement pour le bien de tous.

COMPTE RENDU ÉCONOMIQUE DES ÉTATS ET DES PROVINCES MEMBRES DE L'ALLIANCE SEUS-CP

Kathleen Wynne, *première ministre de l'Ontario*

- L'Ontario s'est bien rétabli de la dernière crise économique, bien que cela ait pris un certain temps.
- Sur le plan de la croissance économique, l'Ontario domine au Canada; nous devons faire en sorte que cette croissance profite à tous.

David Wilkins, *Nelson Mullins Riley & Scarborough s.r.l.*

- Au cours de trois des cinq dernières années, la Caroline du Sud s'est classée première parmi les États américains pour l'implantation et l'expansion d'entreprises étrangères.
- La Caroline du Sud se trouve dans une région riche en ressources qu'elle doit exploiter pour garantir sa prospérité.

Brian Gallant, *premier ministre du Nouveau-Brunswick*

- De solides relations commerciales créent des emplois des deux côtés de la frontière canado-américaine.
- L'économie du Nouveau-Brunswick repose sur les exportations.

Christopher Carr, *Bureau du procureur général de la Géorgie*

- La Géorgie entretient des relations fructueuses avec le Canada depuis plus de quatre décennies.
- Les perspectives économiques de la Géorgie sont favorables, notamment grâce à sa main-d'œuvre, à ses centres de recherche universitaires et à ses infrastructures de transport.

Philippe Couillard, *premier ministre du Québec*

- L'économie du Québec se porte bien; le budget de la province est équilibré, et des emplois sont créés.
- En octobre 2016, le Québec a rendu publique sa nouvelle stratégie d'exportation, nettement axée sur les États-Unis.

Greg Canfield, *département du Commerce de l'Alabama*

- L'importance des relations entre l'Alabama et le Canada ne saurait être surestimée; le Canada est le principal marché d'exportation étranger de l'État.
- Des entreprises canadiennes sont « très actives » en Alabama.

Heath MacDonald, *ministre de l'Île-du-Prince-Édouard*

- Les États-Unis sont les plus importants partenaires commerciaux de l'Île-du-Prince-Édouard.
- Le budget de l'Île-du-Prince-Édouard est équilibré, en grande partie grâce au commerce, et l'économie de la province se diversifie, les secteurs de l'aérospatial, des technologies de l'information et des sciences biologiques ayant gagné en importance.

Will Miller, *département du Commerce de la Caroline du Nord*

- L'économie de la Caroline du Nord est forte; son produit intérieur brut en fait la neuvième économie du pays sur 50 États américains.
- La Caroline du Nord possède la troisième grappe de biotechnologie en importance des États-Unis et est chef de file dans le domaine des technologies propres.

Christopher Mitchelmore, *ministre de Terre-Neuve-et-Labrador*

- Les relations commerciales permettent de créer des débouchés.
- Terre-Neuve-et-Labrador est une province innovatrice et entreprenante.

Bob Rolfe, *département du Développement économique et communautaire du Tennessee*

- Le Tennessee attache une grande valeur à ses relations avec le Canada.
- En plus d'être connu pour sa musique, le Tennessee se démarque notamment dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et du perfectionnement de la main-d'œuvre, entre autres.

Laurel Broten, *Nova Scotia Business Inc.*

- Les relations de la Nouvelle-Écosse avec les autres provinces canadiennes et les États américains ont une grande importance.
- La Nouvelle-Écosse est un territoire stratégiquement situé et concurrentiel; elle est chef de file dans divers secteurs, dont les technologies océanologiques.

Glenn McCullough, *autorité de développement du Mississippi*

- Le Canada contribue à la sécurité économique du Mississippi; les relations bilatérales créent des emplois dans l'État.
- Le Mississippi est reconnu notamment dans les secteurs de l'automobile, de pointe, de la télémédecine ainsi que des composites et des polymères.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS, TENDANCES ET POSSIBILITÉS

Peter Hall, *Exportation et développement Canada*

- Les relations commerciales Canada-États-Unis sont importantes pour les deux pays; le Canada est un pays qui dépend du commerce.
- Le commerce n'a pas profité à tous les pays du monde.
- Il semble que de nombreux acquis soient menacés; par exemple, le résultat du vote sur le BREXIT a été bouleversant pour certains, et tout au long des élections américaines, on a « attribué » la situation économique « chancelante » des États-Unis au commerce.
- La mondialisation, qui a été favorisée par les technologies, a notamment permis de réduire la pauvreté, de limiter les coûts et de stabiliser les prix.
- Environ 9 millions d'emplois américains sont liés au commerce avec le Canada.
- Les Américains sont sensibles aux prix, et on se demande dans quelle mesure le rajustement de la taxe frontalière se reportera sur les consommateurs sous la forme d'une hausse des prix.
- Compte tenu des problèmes de capacité aux États-Unis, la mondialisation et le libre-échange sont « la voie à suivre ».
- On craint qu'une faible croissance économique devienne « la nouvelle norme ».
- Les jeunes adultes forment un groupe de consommateurs qui achètent pour la « première fois » une voiture, une maison, des meubles, etc.; lorsqu'ils continuent à vivre chez leurs parents, de « l'argent n'est pas dépensé ».
- L'incertitude politique pousse les entreprises à limiter leurs investissements.
- Les biens « fabriqués aux États-Unis » ne sont pas « la solution », c'est la « solution » qui est fabriquée aux États-Unis.

BILAN DE LA DÉCENNIE — CONVERSATION INFORMELLE AVEC LES FONDATEURS DE SEUS-CP

Craig Lesser, de Pendleton Group, a animé une discussion entre M. Sonny Perdue, secrétaire du département américain de l'Agriculture, et l'honorable Jean Charest, C.P., McCarthy Tétrault s.r.l.

Sonny Perdue, secrétaire du département de l'Agriculture des États-Unis

- L'Alliance SEUS-CP a été créée dans le but d'élargir et d'approfondir les relations Canada-États-Unis, en particulier entre les États du Sud-Est et les provinces de l'Est du Canada.
- La souveraineté des pays doit être respectée.
- Le Canada et les États-Unis ne doivent pas tenir leurs relations pour acquises.
- Les affaires se font entre des gens.
- Les entreprises constituent « le ciment » qui solidifie les relations Canada-États-Unis, peu importe les personnes qui détiennent le pouvoir dans les deux pays à tout moment.
- Le Canada et les États-Unis doivent parvenir à des résultats mutuellement avantageux.
- Il est toujours possible pour le Canada et les États-Unis de « faire mieux » en ce qui concerne l'éducation, les échanges culturels, etc.
- Il faut moderniser l'ALENA, en partie pour régler les problèmes qui n'existaient pas en 1994; comme les échanges commerciaux évoluent dans le temps, on doit modifier les accords régulièrement pour tenir compte des nouveaux enjeux et des secteurs émergents.
- Il est important de garder à l'esprit que l'ALENA est un accord conclu entre des pays et non entre des pays et des provinces.
- Le commerce « fonctionne » lorsqu'il est mutuellement avantageux.

L'honorable Jean Charest, C.P., *McCarthy Tétrault s.r.l.*

- Les relations sont essentielles, et elles reposent souvent sur la résilience.
- Les relations Canada-États-Unis sont facilement considérées comme acquises — peut-être en raison de leur ampleur — par les États-Unis.
- Il faut renseigner les Américains sur la nature et la portée des relations entre le Canada et les États-Unis.
- Pour le Canada, la renégociation de l'ALENA est l'occasion de moderniser l'accord afin d'y intégrer le commerce électronique et d'autres questions.
- Les provinces devraient participer aux négociations commerciales parce que certains enjeux traités dans les accords commerciaux relèvent de leur compétence.

- Le Canada et les États-Unis « occupent » la « meilleure région du monde »; les deux pays devraient continuer à travailler ensemble pour faire en sorte que la « région » reste le meilleur endroit où investir, élever une famille, etc.
- Le monde compte sur le leadership des États-Unis, et le monde est moins sûr sans ce leadership.

RELATIONS COMMERCIALES BILATÉRALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS UNIS : VERS QUOI NOUS DIRIGEONS-NOUS?

Amanda Lang, de Bloomberg TV Canada, a animé une discussion entre Steve Schmidt, d'Edelman U.S., Rich VanSant, d'UV Pure Technologies Inc., et Regan Watts, d'IBM Canada.

Steve Schmidt, *Edelman U.S.*

- Les États-Unis ont la chance que le Canada soit son voisin au nord.
- Le président Donald Trump est imprévisible, et l'administration Trump est « très loin » d'être « normale ».
- Le retrait des États-Unis de l'ALENA aurait une incidence négative sur les marchés boursiers.
- Le monde est plus dangereux sans le leadership des États-Unis.
- Chaque Américain est redevable envers les Canadiens pour les vies qui ont été perdues au combat.

Rich VanSant, *UV Pure Technologies Inc.*

- En ce moment, le Canada et les États-Unis doivent « rester proches ».
- Chaque fois qu'une relation commerciale « s'établit », une amélioration est possible.
- Comme l'issue de la renégociation de l'ALENA est incertaine, il pourrait être logique d'accroître les investissements dans d'autres pays.
- Pendant la renégociation de l'ALENA, il faudrait axer nos efforts sur la coopération en matière de réglementation et l'élimination des contraintes réglementaires.

Regan Watts, *IBM Canada*

- Les gouvernements fédéral et provinciaux collaborent avec l'administration Trump de la « bonne » manière.

- En ce qui concerne la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, mieux vaut y adhérer.
- Le rôle du Congrès des États-Unis est crucial.
- Du point de vue des affaires, s'il existe un « risque » aux États-Unis, il peut être justifié de s'implanter ailleurs.
- Tous les accords commerciaux, dont l'ALENA, doivent être réévalués régulièrement.
- En ce moment, le seuil *de minimis* et le commerce numérique sont des enjeux déterminants pour le Canada.
- Le commerce du bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis est problématique depuis des décennies, et il est probable que ces échanges bilatéraux posent toujours problème.
- Le travail des gouvernements doit viser à aider les entreprises à prendre des décisions en matière de gestion du risque et à attirer de nouveaux investissements étrangers.

Joy Nott, Association canadienne des importateurs et exportateurs inc.

- La frontière canado-américaine est vitale; chaque camion ou chaque avion qui franchit ou non la frontière représente de l'argent gagné ou perdu.
- Les affaires « dépendent des investissements », mais elles « dépendent des consommateurs » également.
- L'incertitude « nuit » à la prise de décisions d'affaires.
- Au stade actuel des relations Canada-États-Unis, il est important de ne « causer aucun préjudice ».
- Le Canada et les États-Unis sont des pays entrelacés, mais distincts.
- Le Conseil de coopération en matière de réglementation devrait être « enchâssé » dans l'ALENA.
- Pour renégocier l'ALENA, on devrait s'inspirer des règles d'origine de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE).
- La priorité dans la renégociation de l'ALENA devrait être « d'éviter les préjudices ».
- Il est important de diversifier les marchés.

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : À QUELLE VITESSE ELLE ARRIVE ET COMMENT Y RÉAGIR?

Tom Jenkins, *OpenText*

- Le Canada possède des « pôles » d'entrepreneuriat.
- Les réseaux universitaires solides sont essentiels à la compétitivité internationale.
- Il est impossible « d'échapper » aux changements « profonds » en cours, et le rythme s'accélère; de plus, les changements se produisent simultanément et successivement.
- Les États américains et les provinces canadiennes doivent « garder le rythme dans la course numérique ».
- Comparativement à la « transformation du réseau Internet », les « transformations numériques » sont moins coûteuses, se produisent plus rapidement et ont une plus grande incidence, ce qui favorise les innovations.
- Pour encourager l'innovation, les organisations doivent être flexibles et agiles pour répondre promptement aux nouvelles exigences; elles doivent pouvoir essayer de nouvelles approches sans entraîner des coûts importants.
- Au fil du temps, la « révolution numérique » peut être caractérisée par les progrès suivants : les ordinateurs centraux, les clients-serveurs, les appareils mobiles, l'internet, le nuage et l'Internet des objets.
- L'information est la « monnaie » de l'économie numérique.
- Le dévouement « sans relâche » envers la clientèle est au cœur de la transformation numérique; pour maintenir l'expérience numérique client « à l'extérieur », les organisations doivent contribuer à la transformation numérique « de l'intérieur ».
- Environ 96 % de l'univers numérique se trouvent dans les sites du Web profond qui sont protégés par des mots de passe, ce qui signifie que 4 % du contenu Web — soit environ 8 milliards de pages au total — sont accessibles grâce aux moteurs de recherche comme Google.
- Le volume, la variété, la vitesse et la véracité de l'information sont en croissance; en particulier, plus de 12 téraoctets de données sont créés chaque jour, il existe des centaines de différents types de données, plus de cinq millions de transactions sont effectuées chaque seconde, et un décideur sur trois se fie à ses données.

- La nature de l'informatique a changé : toujours accessible, toujours connecté, toujours avec soi.
- La société vit la quatrième révolution industrielle, et cette révolution est fondamentalement différente des trois précédentes.
- Du « numérique » découle une « meilleure façon de travailler » sur le plan de la productivité, des idées, de la souplesse et du contrôle, pour en nommer quelques-uns.
- Les consommateurs et les entreprises sont touchés par les nouvelles technologies : appareils mobiles, mégadonnées, infonuagique, analyse des données et objets de l'Internet.
- Dans l'ensemble, nos conditions de vie se sont améliorées grâce aux services numériques.
- Les consommateurs prennent l'essentiel de leurs décisions d'achat avant de communiquer avec le vendeur, et — de plus en plus — les achats se font en ligne; la commercialisation doit suivre cette tendance et être pertinente aux yeux des consommateurs.
- Le coût moyen d'une violation de données est de 3,8 millions de dollars, et le coût moyen par document compromis est de 154 \$; par secteur, le coût moyen par document compromis est de 121 \$ dans les transports, de 165 \$ pour la vente au détail, de 300 \$ en éducation et de 363 \$ en santé.
- L'évolution des effectifs influence les attitudes traditionnelles au sujet des travailleurs et du milieu de travail; les baby-boomers prennent leur retraite au nombre de 10 000 par jour, les membres de la génération X s'adaptent et privilégient la flexibilité du lieu de travail, et ceux de la génération Y — ou du millénaire — sont axés sur la mobilité, la pratique « prenez vos appareils personnels » et l'ouverture des médias sociaux « ouverts ».
- Les Y sont « nés en ligne » et ont toujours connu cette réalité; pour les personnes de cette génération, une connexion Wi-Fi est aussi importante que la nourriture.
- Comme l'apprentissage des Y s'est fait à l'aide d'un appareil, ils ne « peuvent réfléchir » ou fonctionner s'ils n'y ont pas accès.
- Comparativement aux baby-boomers, les Y sont plus créatifs et habitués à effectuer de multiples tâches, mais ils ont une mauvaise mémoire à court, à moyen et à long terme; ils ont grandi avec des appareils et des notifications.
- Les trois « groupes d'affinité » des baby-boomers sont locaux, nationaux et mondiaux; comme la génération du millénaire a grandi en ligne, elle ne s'identifie pas à des États-nations.

- Les Y n'achètent pas de biens; ils préfèrent, grâce à l'économie du partage qui repose sur Internet, utiliser Airbnb et Uber notamment pour utiliser des biens seulement lorsqu'ils en ont besoin.
- En ce qui concerne la gouvernance de l'information numérique, il faut tenir compte de la protection des données et des règles de confidentialité, de la réglementation sur la conservation des documents, des exigences en matière de divulgation de documents électroniques, des préoccupations concernant l'intégrité et l'authenticité de l'information et les obligations de déclaration.
- La chaîne d'approvisionnement numérique fait en sorte que les entreprises conçoivent de nouvelles façons d'ajouter de la valeur aux produits; elles devraient revoir leurs opérations dans le contexte d'un écosystème étendu d'entreprises.
- Les façons dont les marchandises sont transportées changent radicalement.
- Afin de prendre des décisions éclairées, les entreprises doivent utiliser des données pour faire des prévisions et en tirer des conclusions.
- Les entreprises doivent répondre aux préoccupations liées à la gouvernance, à la conformité réglementaire, à la sécurité de l'information et à la vie privée.
- En ce qui concerne la « montée en puissance des machines », les milliards de personnes qui génèrent des pétaoctets de données toutes les heures seront remplacées par des centaines de milliards de machines qui pourront générer plusieurs zettaoctets en quelques secondes.
- Il existe plusieurs grands enjeux liés au secteur numérique : la sécurité de l'information, la déshumanisation, la copie numérique, l'élargissement de la fracture numérique, la radicalisation et la « propagande ».
- Il faut « libérer » la créativité humaine pour offrir de la formation aux personnes déplacées et enseigner aux enfants différemment.
- Les véhicules autonomes feront en sorte que nous n'aurons plus besoin de camionneurs; de plus, un camion ne transporte pas ce qu'une imprimante 3D produit.

COMPRENDRE LE NOUVEL ALENA

Monique Smith, qui représente le gouvernement de l'Ontario à Washington D.C., a animé une discussion entre Isabella Bertani, de Collins Barrow Toronto s.r.l., Dan Ujcz, de Dickinson Wright PLLC, et Flavio Volpe, de l'Association des fabricants de pièces automobiles.

Flavio Volpe, Association des fabricants de pièces automobiles

- La chaîne d'approvisionnement du secteur de l'automobile est la plus intégrée d'Amérique du Nord.
- La renégociation prochaine de l'ALENA est cause d'angoisse dans le secteur de l'automobile.
- L'Ontario et le Michigan sont l'épicentre de la production automobile en Amérique du Nord.
- Pour concurrencer l'Asie et l'Europe, les États-Unis ont besoin du Canada et du Mexique.
- Certains secteurs, comme les produits laitiers et la foresterie, ne font pas partie de l'ALENA.
- Les États-Unis semblent s'opposer aux trois mécanismes de règlement des différends prévus dans l'ALENA.
- Le partenariat transpacifique (PTP) était un accord géopolitique; il a permis d'accomplir des « travaux importants ».
- Les règles d'origine étaient au nombre des questions débattues par les parties du PTP.

Isabella Bertani, *Collins Barrow Toronto s.r.l.*

- Les échanges commerciaux entre les trois pays de l'ALENA ont triplé depuis 1993.
- En ce qui concerne les secteurs du Canada soumis à la gestion de l'offre, les quotas seront probablement abordés pendant la renégociation de l'ALENA.
- L'AECG est une « porte d'accès » aux marchés américain et mexicain.

Dan Ujcz, *Dickinson Wright PLLC*

- La politique est une affaire locale, mais des personnes sont derrière toute relation commerciale.
- En ce qui a trait aux échanges commerciaux, le moment, le rythme, la teneur et le ton ont de « l'importance ».
- Les économies et les entreprises du Canada et des États-Unis sont fortement intégrées.
- Les pays de l'ALENA ont 30 ans d'avance sur le reste du monde sur le plan de l'intégration, mais l'ALENA doit être actualisé afin « de faire progresser le commerce ».

- Il faut déterminer comment créer un régime commercial pour l'avenir.
- L'environnement numérique change si rapidement, c'est pourquoi il ne sera pas possible de conclure aujourd'hui un accord commercial qui sera « durable ».
- « Ne pas causer de préjudices » ne veut pas dire « ne rien faire ».
- Le Canada et les États-Unis ont passé la dernière décennie à tenter de déterminer comment « assouplir les contrôles » à leur frontière commune.
- Le groupe démographique aux États-Unis qui s'oppose le plus au libre-échange est composé d'hommes de race blanche d'allégeance républicaine âgés de 50 ans et plus.
- Le Congrès des États-Unis a un rôle important à jouer dans le dossier des échanges commerciaux.
- Le dialogue ne devrait pas porter sur l'ALENA et le commerce, mais sur les nouveaux consommateurs et les nouveaux marchés.
- L'accès au marché américain par l'entremise du Canada grâce à l'AECG représente une « formidable » occasion.
- Sans les États-Unis, c'est la « fin » de l'accord de PTP.
- Aux États-Unis, le PTP aurait dû être « vendu » comme un accord de sécurité et non de libre-échange.
- La plupart des Américains croient que la Chine fait partie du PTP.

Respectueusement soumis,

L'hon. Michael L. MacDonald
Sénateur, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

L'hon. Wayne Easter, C.P.,
député, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada–États-Unis
ACTIVITÉ	10 ^e conférence annuelle de l'Alliance entre les États du Sud-Est des États Unis et les provinces canadiennes (SEUS–CP)
DESTINATION	Toronto, Ontario, Canada
DATES	Du 4 au 6 juin 2017
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Jim Munson L'hon. Bob Runciman
CHAMBRE DES COMMUNES	L'hon. Andrew Leslie, C.P., député M. Phil McColeman, député
PERSONNEL	M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	1 890,23\$
HÉBERGEMENT	2 310,80 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	475,45 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	2 005,75\$
TOTAL	6 682,63 \$